

3. QUELS SONT LES IMPACTS HUMAINS ET DE GENRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

À ce jour, les travaux de recherche sur les impacts du changement climatique se sont, pour la plupart, concentrés sur ses dimensions environnementales et économiques. Désormais, il est essentiel de tenir compte des implications sociales et humaines du changement climatique, d'une part pour traiter les problèmes pressants immédiats et d'autre part pour identifier les solutions à long terme.

En particulier, il est fondamental de comprendre les nouvelles inégalités de genre que le changement climatique peut créer et l'accentuation des inégalités de genre existantes qu'il entraîne. Dans de nombreux pays en développement, les moyens de subsistance des femmes dépendent fortement de secteurs sensibles au climat, comme l'agriculture vivrière ou la collecte d'eau. Par ailleurs, les inégalités de genre dans la répartition des biens et des opportunités impliquent que leurs choix sont sensiblement limités face au changement climatique. Par exemple, les restrictions quant à la propriété foncière des femmes vivant en milieu rural impliquent qu'elles peuvent ne pas avoir accès à la terre arable à cultiver. Le manque de capital financier rend la diversification de leurs moyens de subsistance plus difficile. Les rôles du *Care*¹⁰ non rémunérés, que les femmes et filles sont souvent censées endosser, font également que leur vie est indirectement affectée par les modifications induites par le changement climatique.

Ci-dessous, nous tentons de résumer les ressources qui présentent une analyse de l'inégalité des relations de genre dans le contexte du changement climatique. Ce point se poursuit ensuite avec les résumés de ressources récentes portant sur d'autres impacts de genre spécifiques du changement climatique, en se penchant sur les domaines des pénuries de ressources, de la santé, de la migration et des conflits.

3.1. Les inégalités de genre et le changement climatique : ressources contextuelles

Esplen, E., (2009) « Gender and Care: Overview Report » [Genre et soins à la personne : panorama], BRIDGE Kit Actu', Brighton : BRIDGE/IDS

http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/cep_care_or.pdf

Résumé réalisé à partir du texte intégral de la ressource

Le travail qui consiste à prendre soin des autres peut être une source de satisfactions, mais peut aussi constituer un véritable fardeau. Ce rôle social que la société assigne aux femmes et aux filles en particulier peut porter atteinte à leurs droits et limiter le champ des opportunités et des choix qui s'offrent à elles. Il peut aussi restreindre le développement de leurs capacités – constituant un véritable obstacle à la réalisation de l'égalité et du bien-être des hommes et des femmes. Comment contribuer à ce que les différentes formes de soins apportés aux personnes soient reconnues et valorisées dans la société de demain, sans renforcer le cliché qui en fait un domaine exclusivement

¹⁰ Ndt : On a décidé laisser le terme *Care* en anglais parce que sa traduction littérale en français (soin) est restrictive. Ce terme complexe signifie l'ensemble des aides et soins apportés en face à face aux personnes dépendantes dans les économies formelle et informelle, incluant soin de leur famille, protection des enfants, gestion de leur alimentation et de leur éducation, gestion des tâches d'assainissement, assurance de la sécurité de la communauté, etc.

réservé aux femmes ? Ce *Kit Actu'* offre quelques pistes de réflexion pour répondre à ce problème fondamental. Il comprend un *Panorama*, qui explique en quoi le *Care*¹¹ est important et explore les approches les plus prometteuses en termes de changement. Il comporte également une BAO qui présente des résumés des principaux textes, outils, études de cas et contacts d'organisations dans ce domaine et un numéro d'*En Bref* sur le genre et les soins à la personne regroupant trois articles concis sur le sujet.

Le *Panorama* traite de l'importance du *Care* dans les travaux de développement et le militantisme en faveur de la justice sociale, notamment au regard de la population vieillissante, de la pandémie du SIDA et de la croissance du marché mondial des soins rémunérés. Il se penche sur trois approches : la première est la remise en cause des normes de genre afin de soutenir un partage plus équitable des responsabilités de *Care* non rémunérées entre les femmes et les hommes et un marché du travail moins segmenté en termes de genre dans les professions liées aux soins à la personne. La deuxième est une meilleure reconnaissance de l'énorme quantité de travail de soins non rémunéré effectué et de la valeur de ce travail. Enfin, la troisième est la mise en place des mesures politiques sociales requises pour s'assurer que les personnes prodiguant les soins ne sont pas défavorisées en raison de leurs responsabilités de *Care* non rémunérées.

Les principales recommandations de ce rapport sont les suivantes (entre autres) :

- le travail de *Care* doit être reconnu comme une question-clé de développement, qui doit être prise en compte et traitée de manière sensible au genre dans toutes les interventions de développement ;
- les politiques et les programmes de développement doivent remettre en cause les stéréotypes au sujet des rôles de genre, en cherchant à améliorer les possibilités de choix des femmes et des hommes plutôt qu'en les confinant dans des rôles traditionnels de genre ;
- des initiatives faisant la promotion de la participation économique des femmes doivent inclure une analyse des interdépendances entre le travail rémunéré et le travail de *Care* ;
- des opportunités de dialogue et de collaboration entre ceux qui travaillent sur les diverses questions liées au *Care*, dans différentes disciplines et sous différents angles, sont nécessaires pour développer un réseau de personnes de divers horizons appelant au changement.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2011) *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11 : le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement*, Rome : FAO

<http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>

Alors que les femmes représentent une part importante des agriculteurs dans de nombreux pays en développement, elles disposent souvent d'un accès très limité aux ressources dont elles auraient besoin pour soutenir leurs moyens de subsistance, y compris la terre, le bétail, les technologies, la main-d'œuvre agricole, les services d'appoint, les services financiers et l'éducation. Cette situation peut sensiblement réduire les capacités des femmes à s'adapter à de nouvelles conditions agricoles

¹¹ Ndt : On a décidé laisser le terme *Care* en anglais parce que sa traduction littérale en français (soin) est restrictive. Ce terme complexe signifie l'ensemble des aides et soins apportés en face à face aux personnes dépendantes dans les économies formelle et informelle, incluant soin de leur famille, protection des enfants, gestion de leur alimentation et de leur éducation, gestion des tâches d'assainissement, assurance de la sécurité de la communauté, etc.

face au changement climatique. Ce rapport étudie ces inégalités de genre dans le secteur agricole. En se basant sur des travaux de recherche récents, il fait valoir que les rendements agricoles des agricultrices sont environ 20 à 30 % plus faibles que ceux de leurs homologues masculins, principalement à cause des différences en termes d'utilisation des ressources productives. Les auteurs suggèrent que si l'on comble le fossé de genre, non seulement la production agricole mondiale pourrait augmenter de 4 %, mais cela pourrait également présenter des avantages sociaux et économiques significatifs pour les femmes et les communautés au sein desquelles elles vivent. Le rapport présente des données agricoles désagrégées par sexe de pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie et avance que les différences importantes entre les hommes et les femmes en termes d'accès et de disponibilité des ressources sont en relation étroite avec les différences de rendements.

La première partie de ce rapport tente d'exposer le statut actuel des femmes dans le secteur agricole dans les principales régions en développement et analyse l'étendue du fossé de genre. Elle considère le genre, l'alimentation et l'agriculture à l'échelle mondiale et évalue des tendances en matière de consommation, de production, de sous-alimentation et de volatilité des prix. La deuxième partie du rapport décrit les principaux enjeux du système alimentaire mondial actuel. Ce faisant, il démontre explicitement l'urgence de la situation : une volatilité des prix accrue, des niveaux inacceptables d'insécurité alimentaire et un besoin criant d'investissement plus important à destination des agricultrices.

Le rapport suggère que si l'on comble le fossé de genre du secteur agricole et que l'on développe l'accès des femmes aux ressources agricoles, il serait possible de générer des avancées significatives dans le secteur agricole et pour la société, avec une augmentation des récoltes globales dans les pays en développement de 2,5 à 4 %, qui, à leur tour, pourraient réduire le nombre de personnes souffrant de la faim à travers le monde de 12 à 17 %. Voici certaines des recommandations :

- mettre fin aux discriminations envers les femmes en termes d'accès aux ressources agricoles, à l'éducation, aux services d'appoint, aux prestations financières et aux marchés du travail ;
- investir dans des infrastructures et des technologies génératrices d'économie de main d'œuvre et d'augmentation de la productivité pour faire gagner du temps aux femmes afin qu'elle le consacre à des activités plus productives ; et
- faciliter la participation des femmes à des marchés du travail ruraux flexibles, efficaces et équitables.

3.2. La production alimentaire et la malnutrition

Les régimes climatiques imprévisibles, notamment les précipitations, et de plus nombreux événements météorologiques extrêmes ont créé une crise durable en matière de sécurité alimentaire. Les ressources suivantes font le point sur les dimensions de genre de la faim et de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique.

Comité permanent de la nutrition du Système des Nations unies (UNSCN) (2010) *Climate Change and Nutrition Security [changement climatique et sécurité alimentaire]*, Genève, Suisse : UNSCN

http://www.nepad.org/system/files/Bdef_NutCC_2311_final.pdf

Résumé réalisé à partir du texte intégral de la ressource

La sous-alimentation reste l'un des plus graves problèmes socio-économiques et sanitaires au monde. Pourtant, elle fait partie des problèmes les moins abordés, et elle est exacerbée par le changement climatique, qui sape les efforts fournis pour réduire la faim et pour protéger et promouvoir l'alimentation. Par ailleurs, la sous-alimentation affecte la résilience des populations vulnérables, y compris les femmes et les enfants, en réduisant leurs capacités à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Ce document étudie la relation entre le changement climatique et l'alimentation et propose des solutions politiques pour traiter cette double menace.

Le changement climatique affecte la sécurité alimentaire de diverses manières. Par exemple, il augmente le risque de propagation de maladies d'origine hydrique et alimentaire et d'autres maladies infectieuses qui réduisent l'absorption de nutriments par le corps. Le changement climatique ajoute une contrainte supplémentaire, qui vient s'ajouter à la charge de travail déjà importante des femmes. Il devient alors plus difficile pour elles de satisfaire les besoins alimentaires de leurs familles.

Ce document propose une approche double : le premier volet de l'approche se compose d'interventions alimentaires directes et immédiates et de filets de sécurité. Il comprend la promotion d'un accès presque universel aux soins maternels et infantiles. Le second volet est lié et consiste en une approche multisectorielle plus étendue impliquant une agriculture et un développement rural durables et résilients face au climat, des systèmes de protection sociale et de santé, la prévention des risques et des programmes de gestion ainsi que des réponses communautaires conçues pour atteindre les populations les plus vulnérables.

Lambrou, Y. et Nelson, S. (2010) *Farmers in a changing climate: Does gender matter? Food Security in Andhra Pradesh, India [Les agriculteurs face au changement climatique : le genre joue-t-il un rôle ? La sécurité alimentaire en Andhra Pradesh, Inde]*, Rome : FAO

<http://www.fao.org/docrep/013/i1721e/i1721e.pdf>

En quoi le changement climatique affecte-t-il la vie des agricultrices et agriculteurs ? En se basant sur une étude menée en Andhra Pradesh en Inde, où l'agriculture constitue le principal moyen de subsistance de la plupart des habitants de la région, ce rapport se penche sur les impacts de la variabilité du climat sur les agriculteurs tout au long d'une année dans six villages situés dans deux districts sujets aux sécheresses : Mahbudnagar et Anantapur. Le changement climatique, qui comprend l'augmentation des températures et la rareté des ressources en eau saine, pose des défis particuliers aux agriculteurs dans ces régions. Citons par exemple la baisse de la fertilité des sols et la réduction de la diversité génétique des cultures, qui ont des répercussions négatives sur la production alimentaire alors que la population s'accroît.

L'étude montre que les femmes et les hommes jouent chacun un rôle important dans la diversification des moyens de subsistance, qui contribue à la sécurité alimentaire à l'échelle du foyer. Par exemple, les femmes étaient plus susceptibles de se lancer dans un travail salarié et de contracter des prêts

pour faire face à la faiblesse des revenus agricoles du fait du manque de précipitations ou de sécheresse. En cas de sécheresse aiguë, la migration a été citée comme moyen de gagner des revenus supplémentaires. Les maris sont généralement les migrants. Mais, dans les cas de sécheresse les plus graves, des familles entières sont parties chercher du travail ailleurs.

Le document conclut que les programmes d'adaptation aux échelles nationale, régionale et internationale doivent reposer autant sur les besoins des agricultrices que des agriculteurs. Il appelle à des travaux de recherche supplémentaires pour identifier des moyens permettant au soutien institutionnel de satisfaire ces besoins tout en traitant les inégalités de genre existantes.

Quisumbing, A. et Pandolfelli, L. (2009) « Promising Approaches to Address the Needs of Poor Female Farmers: Resources, Constraints, and Interventions » [Approches prometteuses pour répondre aux besoins des agricultrices pauvres : ressources, contraintes et interventions], IFPRI Discussion Paper [document de travail de l'IIRPA] 00882, Washington DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00882.pdf>

Quelles sont les interventions politiques qui ont amélioré l'accès des agricultrices aux ressources agricoles, y compris la terre, la fertilité des sols, l'eau et le crédit, afin d'augmenter leur résilience au changement climatique ? Ce document de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires traite de cette question, en se basant sur l'expérience issue de l'évaluation de projets et d'études menés travers l'Afrique subsaharienne et le sud de l'Asie. Il met en lumière les impacts positifs de mesures comme l'amélioration des droits fonciers des femmes au travers de réformes de la législation, l'investissement dans l'éducation des filles en réduisant les frais de scolarité et en améliorant l'accès aux services comme ceux des banques, et en introduisant des procédures flexibles qui facilitent le travail des femmes et leur implication dans la prise de décision. Par exemple, des agricultrices malawites ont été en mesure de souscrire un compte en banque biométrique à carte à puce. Ainsi, elles sont les seules à pouvoir retirer l'argent de ce compte. Des animateurs d'ONG rurales au Kenya ont encouragé des femmes à participer en plus grand nombre aux réunions du comité des utilisateurs d'eau, en soulignant l'importance de leur engagement. Un projet en Gambie a érigé des abris de repos adaptés aux bébés dans les champs pour permettre aux femmes d'allaiter tout en effectuant leur travail agricole.

Ce document présente une innovation politique essentielle : l'utilisation de transferts d'argent soumis à condition, dont une part importante ciblait des femmes au foyer, afin d'encourager la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes d'éducation des filles et de choix sanitaires et alimentaires adaptés. Ce document appelle également à un travail de recherche plus rigoureux sur les interventions sensibles au genre à succès touchant les agricultrices afin qu'elles soient adaptées et développées à plus grande échelle et qu'elles servent à l'élaboration de politiques.

Desbiens, Caroline & Simard-Gagnon, Laurence (2012). Vulnérabilité et adaptations aux changements climatiques : savoirs et vécus des femmes inuites du Nunavik, Les Cahiers De L'Institut EDS, 19p,

http://www.ihqeds.ulaval.ca/fileadmin/fichiers/fichiersIHQEDS/Publications/CahiersInstitutEDS/201201_Cahier.pdf

Ce rapport fait suite à une enquête menée entre 2008 et 2011 sur les savoirs des femmes afin d'identifier les indicateurs de vulnérabilité des communautés Inuits du Nunavik face aux transformations de l'environnement liées au changement climatique. Il prend acte des besoins et des comportements différenciés de genre des populations autochtones et confirme l'existence de savoirs spécifiques des femmes en particulier liés à la cueillette des petits fruits, des plantes et la transformation des produits de la chasse. Les deux auteures ouvrent par ailleurs une piste de réflexion en révélant que les femmes Inuits ne conçoivent pas le concept de changement climatique et, par leur histoire, élargissent ses impacts à l'ensemble des risques sociaux et environnements intervenant sur le territoire.

3.3. Précarité énergétique

Les documents présentés ci-après exposent des questions de genre liées à l'énergie dans le contexte du changement climatique et mettent le doigt sur des exemples de bonnes pratiques en termes de solutions d'alternatives durables et renouvelables.

Clancy, J., Oparaocha, S. et Roehr, U. (2004) *Gender Equity and Renewable Energies* [Équité de genre et énergies renouvelables], Bonn : International Conference for Renewable Energies [conférence internationale dédiée aux énergies renouvelables]

<http://asci.researchhub.ssrc.org/gender-equity-and-renewable-energies/attachment>

Les énergies renouvelables peuvent-elles contribuer à l'équité de genre de sorte que les femmes et les hommes puissent bénéficier équitablement de l'accès aux services énergétiques ? Ce document fait valoir qu'un meilleur accès aux services énergétiques en matière d'éclairage, de cuisson et d'activités productives devrait réduire les pressions qui pèsent sur les femmes en termes de temps et de charge de travail. Il devrait également avoir un effet positif important sur les femmes en termes d'éducation, d'alphabétisation, de nutrition, de santé, d'opportunités économiques et d'implication dans les affaires communautaires, ce qui, en conséquence, sera bénéfique pour tous les membres de la famille. Ce document fait mention de démarches sensibles au genre en matière d'utilisation de l'énergie qui sont passées de la simple introduction de fours de cuisson sobres en carbone à des discussions sur des problèmes plus vastes comme la tarification de l'énergie et le transport.

Ce document fait valoir que les femmes sont des alliées-clés dans la promotion des solutions à base d'énergies renouvelables et disposent de précieuses connaissances des situations et besoins locaux. Cependant, il indique que la fourniture d'énergies renouvelables pose des défis. Par exemple, diverses tentatives d'introduction de fours solaires ont été faites au Kenya, mais elles n'ont pas été plébiscitées en raison de l'augmentation du temps de cuisson.

Le document souligne la nécessité de fournir un choix technologique et de s'assurer que les technologies sont abordables et pertinentes. Il met en avant le besoin pressant d'améliorer

l'information sur les dimensions de genre du secteur des énergies renouvelables au Sud et au Nord, y compris au travers de la production de données désagrégées par sexe. Il recommande l'intégration d'outils intégrant le genre dans les projets à toutes les étapes du cycle de planification afin d'améliorer la pertinence de genre et donc la durabilité des énergies renouvelables. Il appelle également au développement de l'aide à l'attention des organisations de femmes qui jouent un rôle militant et de conseil sur les questions de genre et d'énergie.

Étude de cas : les Femmes solaires de Totogalpa au Nicaragua

Résumé adapté à partir de la ressource

Les Femmes solaires de Totogalpa (Mujeres Solares de Totogalpa) constituent un groupe d'environ deux douzaine de femmes, des mères célibataires pour la plupart, qui disposent de peu de ressources financières et de temps et qui ont pris conscience des avantages potentiels que les cuiseurs solaires et les séchoirs alimentaires solaires pouvaient apporter à elles-mêmes et à leur communauté. Les cuiseurs solaires cuisent les aliments en faisant uniquement appel au rayonnement solaire direct, un mode de cuisson qui présente de nombreux avantages par rapport aux fours conventionnels à bois combustible qui sont traditionnellement utilisés au Nicaragua. L'utilisation de cuiseurs solaires ne nécessite aucun bois combustible, ce qui contribue aux économies des familles, réduit la déforestation et la pression sur l'environnement au Nicaragua. En outre, ce mode de cuisson élimine les risques de problèmes respiratoires liés aux feux d'intérieur et a un effet positif global sur l'effort de réduction du changement climatique. Les femmes utilisent souvent des cuiseurs solaires pour torréfier le café ainsi que pour la cuisson de viandes, du riz, d'œufs, des haricots et des bananes. Certaines utilisent les cuiseurs solaires pour produire des marchandises qu'elles vendent, comme des pâtisseries, des bonbons et du café torréfié.

Les Femmes solaires ont été formées à la cuisson et au séchage solaires et ont enseigné ces techniques depuis plusieurs années. Elles enseignent aux autres comment construire des cuiseurs solaires à partir de matériaux simples comme une boîte en carton et du film aluminium, mais produisent et vendent également des cuiseurs solaires fabriqués à partir de matériaux durables comme du métal et du bois. Les Femmes solaires ont obtenu une reconnaissance nationale et internationale pour leur engagement en faveur du développement durable et pour le modèle qu'elles représentent pour les autres communautés du Nicaragua et d'ailleurs. Elles ouvriront très prochainement un restaurant alimenté en énergie solaire dans le petit village de Sabana Grande, où elles proposeront des plats cuits à l'énergie solaire ainsi que des fruits séchés et du café torréfié à l'énergie solaire.

Cette étude de cas est disponible sur les sites suivants :

<http://www.mujeressolares.org/> (en espagnol et en anglais)

<http://www.grupofenix.org/SWT.htm> (en anglais)

<http://www.saluddelsol.org/partners/las-mujeres-solares/> (en espagnol)

Etude de cas francophone. Déforestation en Côte d'Ivoire : quand les jeunes agricultrices prennent la main

La Côte d'Ivoire connaît depuis les années 1990 une crise qui la rend incapable de contrôler un rythme de déboisement effréné (passage de 21 millions d'hectares en 1957 à 2,8 en 1995), de juguler la crise agricole et les impacts sociaux du changement climatique : le pays connaît une forte croissance de la population, un vieillissement de la population agricole et un affaiblissement de la sécurité alimentaire. Ce contexte environnemental et politique a des impacts directs sur les femmes socialement en charge de la gestion du foyer et donc confrontées à une pénurie des besoins en ressources de base.

Dans sa volonté de lutter contre les effets du changement climatique, l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement-Côte d'Ivoire (JVE), organisation de défense de l'environnement spécialisée dans la prise en compte de la sécurité alimentaire comme priorité humaine, a opté pour la formation et la sensibilisation des jeunes femmes en milieu rural afin qu'elles fassent valoir leurs savoirs et leurs droits, dont l'accès aux ressources, comme l'eau et l'électricité ou plus globalement à l'école et aux services de santé. En visant les jeunes femmes, JVE entend avoir un impact sur les différents secteurs socioéconomiques pour les générations futures (santé, éducation, nutrition) et plus généralement garantir la durabilité de ses actions. L'organisation a pour objectif l'application de la loi relative au domaine foncier rural, ce qui garantirait la propriété foncière et autoriserait un investissement à long terme dans le secteur agricole. Cette loi a des impacts sur l'autonomisation des femmes, car en ayant cette sécurité, les exploitantes pourraient sélectionner leurs semences, arrêter les techniques de jachère, ce qui permettrait d'améliorer les sols et de réduire la destruction des forêts restantes.

Au début de l'année 2012, JVE a initié des réunions auprès de femmes et d'hommes du district de Tankéssé et des villages avoisinants, à 300 km d'Abidjan au Nord-est du pays. Les participants ont manifesté leur intérêt pour quatre axes d'action : parfaire la gestion des coopératives de femmes (150 femmes de trois villages qui gèrent des champs communautaires, créent des revenus gérés de façon solidaire sous forme de caisse d'épargne et assurent ainsi leur autonomie), identifier les filières de distribution de leurs produits agricoles, se former en agriculture (recherche d'alternatives de production pour faire face au réchauffement climatique) et développer l'accès à l'électricité pour toute la population sous forme d'énergie solaire (alternative au bois combustible et au coût énergétique pour lutter contre la déforestation et la pauvreté).

Quelques pistes à suivre

L'opération de JVE est à ce point populaire que les femmes se sont mobilisées et ont investi les points d'eau pour partager l'information et discuter de ces différentes initiatives si bien que d'autres villages du district de Tankéssé non impliqués au départ se sont invités et sont désormais intégrés à la dynamique de projet. Les jeunes villageoises ivoiriennes entendent ainsi continuer à lutter pour la sécurité alimentaire, contre la déforestation et par conséquent contre le changement climatique.

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec : Ange David Emmanuel Baimey, chargé de l'Animation du Réseau Climat & Développement, ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement - www.climatdeveloppement.org, www.jveci.org/contact.html

Etude de cas francophone. Sénégal : la butanisation, une politique d'adaptation genrée mal exploitée - Rapport 2010 du Service d'information énergétique du Sénégal, ministère de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures et de l'Energie

On pourrait aisément conclure que le Rapport d'information énergétique du Sénégal de 2010 est aveugle au genre. Toutefois, parce qu'il porte entre autres sur les bilans énergétiques des ménages, la politique de butanisation du gouvernement (équipement des foyers en réchauds à butane et bouteilles) et l'accès des populations aux services énergétiques, il fait implicitement référence aux besoins et rôles différenciés des hommes et des femmes vis-à-vis de l'accès à l'énergie.

En effet, au Sénégal, la crise énergétique est en particulier analysée à travers deux axes conjoints : la satisfaction des besoins des ménages, domaine socialement alloué aux femmes, et la lutte contre la désertification. Et la généralisation de l'utilisation du gaz butane est l'une des réponses que l'Etat prospecte depuis le début des années 1970 afin de mener ces deux politiques d'adaptation de front. En 2009, grâce à d'importantes subventions, le butane et le GPL se substituaient à hauteur de 9,1 % à la biomasse (le bois pour le chauffage et le charbon de bois) ce qui a permis de préserver 50 605 hectares de forêt. Cette politique d'adaptation au changement climatique, dite de butanisation, en évitant de replanter des arbres, a généré des économies au niveau national à hauteur de 16,5 milliards (25 millions d'euros) par an.

Par ailleurs, grâce à ces programmes de butanisation, les femmes ont gagné du temps, ayant moins à nettoyer la suie laissée par les fumées liées à l'utilisation du bois et du charbon mal carbonisé. Elles en ont fait profiter leur environnement restreint ou plus large, l'espace occupé étant plus propre, plus sain, les gaz nocifs ou à effets de serre émis, disparaissant peu à peu. En gagnant du temps, elles ont pu mener des activités productives et génératrices de revenus, ce qui les a autonomisées. Ce temps libéré a également permis à leurs filles de ne plus être contraintes à aider leurs mères dans les tâches liées à la collecte du bois. Elles ont gagné en scolarisation. Dans l'ensemble, le développement d'activités économiques et éducation des jeunes filles, va dans le sens de la réduction de la pauvreté.

Quelques pistes à suivre

Même si le rapport n'en fait pas mention, en tant que politique d'adaptation au changement climatique réussie, la butanisation demanderait à être généralisée au milieu rural afin que les femmes des villages, qui comptent parmi les plus pauvres, ne continuent pas à être pénalisées par la lourde charge de la collecte du combustible. Cette généralisation consisterait à davantage consulter les femmes, qu'elles soient en milieu urbain, périurbain ou rural, afin de prendre en compte leurs besoins énergétiques dans la conception des stratégies nationales, et permettrait ainsi de développer une véritable politique énergétique nationale intégrant le genre.

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec : Amadou Bamba DIOP, coordonnateur du Système d'information énergétique du Sénégal (SIE-Sénégal), ministère de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures et de l'Energie, bambinodiop@yahoo.fr.

3.4. La rareté de la ressource en eau

L'eau constitue l'une des ressources-clés menacées par le changement climatique. L'accès à l'eau présente des dimensions de genre très claires : les femmes sont souvent responsables de sa collecte et doivent se déplacer sur de plus grandes distances pour y accéder du fait de l'accentuation de la pénurie. Les résumés suivants se penchent sur les impacts de la rareté de la ressource en eau et de la privatisation de l'eau sur les femmes et les relations de genre.

Ngozi Akosa, T. et Oluyide, A. (2010) *Gender and Climate Change – Case Study of Oko Agbon Odooyi Community [Genre et changement climatique : étude de cas de la communauté Oko Agbon Odooyi], Case Study Series [série d'études de cas], Lagos, Nigeria : Centre for 21st Century Issues [Centre dédié aux problèmes du XXI^e siècle]*

Quelles sont les implications de genre de la pauvreté, du chômage et du manque d'infrastructures basiques face au changement climatique ? Quelles actions les gouvernements devraient-ils entreprendre afin d'améliorer la situation ? Ce document étudie le cas de la communauté côtière pauvre Oko Agbon, dans laquelle on dénombre 10.000 habitants dans l'État de Lagos. Elle est confrontée au défi du changement climatique du fait de l'augmentation des températures et de la salinisation de l'eau douce (salée). Le document indique que l'impératif de l'alimentation de la communauté en eau potable saine a des répercussions négatives sur la santé, la disponibilité et les revenus des foyers des femmes comme des hommes étant donné que 50 % des revenus mensuels du ménage sont dépensés en eau à usage domestique. Cependant, ce sont les femmes de la communauté qui sont les plus durement touchées par ce « stress hydrique ». Les stratégies d'adaptation identifiées comprennent le traitement de l'eau par les femmes afin de la rendre potable et saine pour la cuisson, et l'initiation d'activités des femmes dans le secteur informel, comme les petits commerces et le travail sur des sites de construction qui leur permettent de dégager un revenu. Les femmes sont principalement cantonnées aux travaux d'intérieur ou proche de la communauté du fait de leurs besoins en eau domestique et en raison des difficultés de déplacement dans la région.

Le document fait valoir que pour traiter ces problèmes d'eau, un pont doit être érigé pour relier la communauté de l'État de Lagos au réseau d'alimentation en eau. Il appelle également à la fourniture d'informations sur le changement climatique aux habitants, afin de les aider à prendre des décisions d'adaptation éclairées et durables. Il s'agit de la première étude de cas au sein d'une série élaborée par le Nigeria's Centre for 21st Century Issues.

Buechler, S. (2009) « Gender, Water, and Climate Change in Sonora, Mexico: implications for policies and programmes on agricultural income-generation » [Genre, eau et changement climatique à Sonora, Mexique : implications en matière de politiques et de programmes relatifs à la génération de revenus agricoles], *Gender and Development [genre et développement] volume 17 numéro 1, Oxford : Oxfam*

http://www.oxfam.org.uk/gadjournal/display.asp?K=002J1371&sf1=editor&st1=Caroline%20Sweetman&sort=sort_date/d&m=39&dc=390

Cette étude cherche à comprendre la menace que représente le changement climatique pour les agricultrices au sein de deux communautés mexicaines (Terrenate qui compte 343 habitants et San Ignacio qui en compte 720) dans l'État de Sonora au nord du Mexique. En faisant appel à des méthodologies de recherche féministes au cours d'entretiens avec des enquêtées, et en répertoriant les

différentes étapes du cycle de production allant du semis à la mercatique en passant par la mise en conserve, l'étude identifie la position centrale des femmes en matière de production alimentaire et de cohésion et d'aide sociales.

Ce document présente les impacts liés au climat que subit Sonora depuis une décennie. Ils comprennent la diminution des cultures traditionnelles comme la prune et l'abricot, qui ne sont pas adaptées à des températures moyennes plus élevées et à des précipitations irrégulières. La rareté de la ressource en eau constitue déjà un problème majeur dans la région et contribue à la volatilité des prix des denrées alimentaires : par exemple, le prix du blé a augmenté de 130 % entre septembre 2007 et 2008. L'augmentation de la demande en eau des zones urbaines et de la consommation d'eau à des fins non agricoles a entraîné une baisse de 40 % dans les zones cultivées de l'État entre 1996 et 2004.

L'auteure met l'accent sur le rôle que joue l'agriculture au-delà de la production alimentaire. Elle indique que les marchandises en conserve font partie d'une importante économie du cadeau, qui entretient les réseaux sociaux et assure un filet de sécurité qui s'étend au-delà de l'État et englobe de nombreux proches et amis qui ont passé la frontière pour se rendre aux États-Unis d'Amérique. L'étude suggère des mesures politiques et programmatiques qui englobent l'accès à l'acquisition de nouvelles compétences par les femmes au travers de formations et la plantation d'arbres résistants à la sécheresse afin d'améliorer la qualité des sols et de fournir du combustible. L'étude conclut que le manque d'opportunités des femmes dans d'autres secteurs (faibles revenus, travaux en usine dangereux) fait que le changement climatique et la rareté de la ressource en eau pourraient entraîner l'effondrement de la cohésion sociale.

Peredo Beltran, E. (2004) *Water, Privatisation and Conflict: Women from the Cochabamba Valley* [Eau, privatisation et conflit : les femmes de la vallée de Cochabamba], Washington DC : Fondation Heinrich Böll

<http://www.funsolon.org/publicaciones/peredowaterwomenboliviaeng.pdf>

En Bolivie, les femmes de Cochabamba jouent un rôle-clé dans la protection de l'eau. Les politiques néolibérales ont entraîné une migration masculine accrue et, par conséquent, la féminisation des zones rurales où les femmes effectuent la majorité des tâches rémunérées et non rémunérées. Ce document se concentre sur le conflit au sujet de la privatisation des services d'approvisionnement en eau à Cochabamba en 2000, lors duquel un mouvement populaire s'est soulevé pour défendre ses droits à cette ressource naturelle et a été couronné de succès. Ce cas fait valoir que la privatisation représente une violation des droits de ceux qui devraient avoir accès à l'eau en tant que bien commun et qu'elle peut être dangereuse pour l'environnement. L'étude passe en revue les impacts de la privatisation et soulève les questions suivantes :

- À combien se chiffrent les augmentations des prix et des tarifs de l'eau suite à la privatisation ? En l'occurrence, l'augmentation tarifaire s'élevait à 50 % et le coût de l'eau représentait environ un quart des revenus des ménages.
- Quelles sont les circonstances qui entourent la privatisation ? Dans quelle mesure la privatisation affecte-t-elle les systèmes communaux d'eau potable saine ?

- Les entreprises privées ont-elles le droit d'utiliser et de commercialiser les sources d'eau qui ont toujours été les principales sources des communautés rurales et des systèmes d'irrigation des paysans ?
- Quels sont les impacts des lois relatives à la protection des investissements sur les droits des femmes ?

L'étude montre que les changements causés par la privatisation ont suscité une mobilisation phénoménale des femmes dans la région. Elles ont lutté pour la reconnaissance du droit à la gestion de l'eau, ont affronté les forces de l'ordre, joué un rôle essentiel dans la négociation à petite échelle et participé à des réseaux de solidarité entre populations urbaine et paysanne. Elles ont également joué un rôle-clé dans la sensibilisation de l'opinion publique au sein de la campagne. Grâce à la pression populaire, le gouvernement bolivien a annulé le contrat qu'il avait passé avec la société d'approvisionnement en eau. Quoi qu'il en soit, le problème n'est toujours pas résolu.

3.5. Santé

Le changement climatique affecte la santé de diverses manières, allant des conséquences directes dues à la prolifération de maladies d'origine hydrique aux conséquences indirectes, telle la malnutrition. La santé des femmes et des enfants est souvent la plus menacée, pour diverses raisons qui sont étudiées dans les ressources suivantes.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2010) « Gender, Climate Change and Health » [Genre, changement climatique et santé]. *Draft Discussion Paper*, Genève : OMS

http://www.who.int/globalchange/publications/reports/final_who_gender.pdf

Ce rapport, qui étudie les liens entre le changement climatique, le genre et la santé, a été élaboré en vue de fournir à l'OMS un cadre de soutien aux États membres dans la conception d'évaluations de risques sanitaires et d'interventions politiques liées au climat dont bénéficient les femmes comme les hommes. Il se penche sur les différents types d'événements météorologiques extrêmes et sur les différences directes et indirectes dans la façon dont ils affectent les hommes et les femmes. Par exemple, lorsque la chaleur et l'humidité augmentent, un plus grand nombre de femmes que d'hommes est susceptible de décéder, et les femmes âgées courent un risque encore plus élevé. Parmi les conséquences indirectes de l'augmentation des températures, citons l'augmentation de la prolifération du paludisme, qui cause déjà 300 millions de maladies graves et tue un million de personnes chaque année. Les femmes enceintes y sont particulièrement sujettes.

Le document met également en lumière les opportunités de mise en œuvre de stratégies et d'interventions intégrant le genre qui peuvent à la fois développer l'équité sanitaire et promouvoir une adaptation et une atténuation efficaces face au changement climatique. Par exemple, l'implication des femmes comme des hommes dans la conception, la négociation et la mise en œuvre de choix énergétiques propres, comme des fours de cuisson sobres en énergie, peut constituer un moyen d'aborder les inégalités au sein du foyer en termes de prise de décision portant, entre autres, sur la consommation énergétique.

Le rapport conclut que la lutte contre les impacts sanitaires générés du changement climatique nécessite une reconnaissance claire des différences de vulnérabilité et de résistance entre les femmes et les hommes. Il recommande de poursuivre les recherches en matière de dimensions de genre du changement climatique, en particulier sur les impacts liés à la santé, ainsi que l'intégration du genre dans l'adaptation et dans l'atténuation face au changement climatique, l'engagement de ressources importantes et l'autonomisation des individus pour le développement de leur propre résilience. Les interventions spécifiques recommandées sont les suivantes :

- cibler les femmes et les hommes de manière différente lors des campagnes de communication et dans le cadre de stratégies de promotion de la santé, en tenant compte des normes et rôles de genre ; et
- adopter des stratégies (à tous les niveaux de programmation) de changement des normes et pratiques qui empêchent les femmes ou les hommes d'avoir des réactions adéquates et des mécanismes d'adaptation aux situations de catastrophes naturelles.

3.6. La prévention des risques naturels

Les femmes et les filles pauvres des pays en développement font souvent face à un plus grand danger que les hommes et les garçons en cas d'inondations, de tremblements de terre et d'autres catastrophes. Cela est dû à des inégalités sociales et culturelles qui empêchent les femmes et les filles d'accéder aux informations et aux compétences, telle la natation. Les hommes sont également vulnérables face aux catastrophes, mais, souvent, de manières différentes. Les ressources ci-après présentent des exemples illustrant l'importance fondamentale d'une perspective de genre dans la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles des Nations unies (ONU-SIPC) (2008) *Gender Perspectives: Integrating Disaster Risk Reduction into Climate Change Adaptation – Good Practices and Lessons Learned* [Perspectives de genre : intégration de la prévention des catastrophes dans l'adaptation au changement climatique : bonnes pratiques et leçons retenues], Genève : ONU-SIPC

http://www.icimod.org/?opg=949&q=drd_document&document=1094

Résumé adapté à partir de la ressource.

L'expérience des femmes dans la gestion des ressources naturelles peut fournir des informations essentielles pour des politiques d'adaptation efficaces face au changement climatique et de prévention des risques naturels (PRN). Ce rapport attire l'attention sur les risques élevés qu'encourent les femmes et les filles face aux dangers liés au climat. Il fait aussi valoir qu'elles devraient devenir des participantes plus actives dans la prévention des catastrophes et les efforts pour y faire face. Des études de cas provenant du monde entier mettent en lumière des stratégies permettant cette participation accrue.

Le rapport donne également des exemples d'outils intégrant le genre qui servent à la conception de stratégies d'adaptation au changement climatique en Europe, au Népal, au Tadjikistan, au Mali et dans d'autres pays d'Afrique. Par exemple, l'Outil d'inspection des risques à base communautaire en matière d'adaptation et de moyens de subsistance (baptisé CRISTAL) constitue un « outil d'aide à la

prise de décision » qui permet de mieux comprendre les liens entre les risques climatiques, les relations de genre, les moyens de subsistance des populations et les activités menées dans le cadre de projets. Il est actuellement utilisé au Mali pour évaluer des stratégies d'adaptation durant les périodes de sécheresse et a permis d'identifier une stratégie essentielle pour les femmes, qui consiste en la collecte de noix de karité qui servent de source de subsistance de secours lorsque le manque de pluies entraîne des récoltes insuffisantes pour les ménages.

Le rapport recommande la fourniture d'une aide particulière aux femmes de sorte qu'elles aient accès aux ressources naturelles et soient capables de prendre des décisions en termes de gestion des ressources. Les auteurs recommandent vivement l'intégration d'analyses de genre dans les programmes et projets nationaux afin d'améliorer la compréhension de la vulnérabilité, de surveiller les stratégies d'adaptation en cours et d'intégrer les leçons retenues dans la planification des programmes en vue de développer la résilience des moyens de subsistance.

Oxfam International (2005) The tsunami's impact on women [L'impact du tsunami sur les femmes], *Oxfam Briefing Note*, Oxford : Oxfam

http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/conflict_disasters/downloads/bn_tsunami_women.pdf

Pourquoi le tsunami de 2004 a-t-il entraîné un nombre de décès bien plus important chez les femmes que chez les hommes au Sri Lanka, en Inde et en Indonésie ? Cette note d'information met en garde contre une approche qui considère les femmes comme de simples victimes de situations catastrophiques. À ce titre, elle fournit une vue d'ensemble de chaque région qui met au jour des causes culturelles et locales expliquant pourquoi les femmes ont été touchées plus durement.

Cette synthèse indique que le moment où le tsunami a eu lieu avait son importance. Il a touché les côtes en milieu de matinée, au moment où les femmes et les enfants sont traditionnellement à la maison et que les hommes sont soit partis en mer pour pêcher et sont en sécurité, soit au travail dans les champs. Néanmoins, tel n'était pas toujours le cas : dans le village de pêcheurs de Dutchbar au Sri Lanka, les femmes sont mortes en bien plus grand nombre car il s'agissait de l'heure à laquelle elles prennent leur bain dans la mer. Ce document met également en avant les compétences, telles l'escalade et la natation, qui, très souvent, n'ont été enseignées qu'aux garçons. Les femmes et les filles sont donc plus susceptibles de se noyer.

Il fait valoir que le déséquilibre de genre subséquent dans ces communautés soumet la population déjà traumatisée à une contrainte considérable. Les statistiques de population des villages d'Aceh révèlent l'étendue du désastre : à Lamsenia, 124 des 220 villageois ont survécu, mais seulement 26 d'entre eux sont des femmes ; à Dayeuh Mappalam seuls 79 femmes et 191 hommes ont survécu sur une population totale de 4 500 habitants. On retrouve des chiffres similaires en Inde et au Sri Lanka, ainsi que la preuve toujours plus manifeste que les pertes de biens, de maisons et de membres de la famille contribuent à augmenter les inégalités de genre et à mettre sous pression les femmes et les hommes qui ont survécu. De nombreux hommes s'adaptent désormais à de nouveaux rôles en endossant, entre autres, la responsabilité de soins aux personnes, et les femmes qui ont perdu leur conjoint et leurs biens font face à des charges de travail supplémentaires. On a également constaté l'augmentation des harcèlements sexuels et des violences domestiques et une augmentation des mariages forcés précoces, notamment en Inde.

Ce document appelle à la prise en compte des besoins des femmes dans les efforts de la PRN et à la lutte contre les inégalités culturelles et légales qui exacerbent les risques et les impacts de la PRN, comme les droits fonciers inégaux.

Swarup, A., Dankelman, I., Ahluwalia, K. et Hawrylyshyn, K. (2011) *Weathering the Storm: adolescent girls and climate change* [Essuyer la tempête : les filles adolescentes et le changement climatique], Londres : Plan International

<http://www.plan-uk.org/resources/documents/35316/>

Comment les filles vivent-elles le changement climatique en Éthiopie et au Bangladesh ? Ce rapport repose sur une recherche participative menée dans deux pays. Il fait valoir que les programmes et politiques qui ne reconnaissent pas les différences entre les filles et les garçons dans la manière dont ils sont affectés par le changement climatique risquent d'accentuer les inégalités de genre préexistantes et ne parviennent pas à aborder l'une des causes à l'origine de la vulnérabilité aux risques climatiques. Ce travail de recherche a démontré que de nombreuses filles sont contraintes à travailler pour gagner de l'argent lorsque les temps sont durs durant les sécheresses afin de générer un revenu pour leur famille. Ainsi, elles sacrifient leur éducation et leurs perspectives d'avenir. Dans la région de Lalibela, par exemple, suite à des périodes de sécheresse, de nombreuses écolières, âgées de seulement 11 ou 12 ans, se sont retrouvées à travailler comme employées de maison dans la ville locale, une situation dans laquelle elles étaient plus exposées aux mauvais traitements et à l'exploitation. En période de sécheresse, les filles avaient pour pratique courante de vendre du bois destiné à la cuisson sur les marchés locaux, ce qui constituait une activité génératrice de revenus de remplacement. Cette activité leur crée la lourde tâche de chercher une quantité importante de bois durant plusieurs heures et de le porter à pied jusqu'aux marchés locaux dans les villes voisines.

Au Bangladesh, durant la période suivant les inondations, tempêtes ou cyclones, les filles expliquaient avoir une charge de travaux domestiques supplémentaire : apporter des soins à ceux qui sont tombés malades ou qui ont été blessés, prendre soin des frères et sœurs, pendant que leur mère devait chercher d'autres moyens de subsistance lorsque les terres avaient été dévastées, et se charger de tâches supplémentaires comme le nettoyage du foyer. Le rapport indique également que les familles luttent pour survivre, de sorte qu'un nombre grandissant d'entre elles a recours au mariage des filles en échange d'une dot pour faire face à la pauvreté. Ce mariage réduit le poids économique de la famille.

Aguilar, L. (2006) *Climate Change and Disaster Mitigation: Gender Makes a Difference* [Changement climatique et atténuation des catastrophes : le genre change tout], Gland : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

<http://www.fire.uni-freiburg.de/Manag/gender%20docs/DRR-Climate-Change-Gender-IUCN-2009.pdf>

Résumé adapté à partir de la ressource.

Les politiques et débats relatifs au changement climatique se sont concentrés de manière disproportionnée sur l'atténuation, plutôt que sur des stratégies d'adaptation dont les femmes et hommes pauvres ont besoin pour assurer leur sécurité. Ce feuillet d'information démontre point par point comment les femmes portent le fardeau du changement climatique et montre qu'en faisant appel aux compétences des femmes, les initiatives peuvent être couronnées d'un bien plus grand succès.

Par exemple, la communauté de La Masica au Honduras n'a déploré aucun décès suite au passage de l'ouragan Mitch en 1998. Six mois plus tôt, une initiative d'éducation communautaire sensible au genre concernant les systèmes d'alerte rapide et la gestion du risque avait permis aux femmes de se charger de tâches de surveillance du système d'alerte rapide, qui avait été abandonné par le passé. Ce feuillet d'information souligne quatre opportunités majeures de lutter contre les inégalités de genre dans le cadre de programmes et de politiques d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique : reconnaître que les femmes sont déjà plus vulnérables à la pauvreté que les hommes et qu'elles ont des besoins spécifiques de genre dans des scénarios de changement climatique, lutter contre les régimes d'utilisation des ressources spécifiques au genre qui peuvent nuire à l'environnement, faire appel aux compétences particulières des femmes dans la gestion des moyens de subsistance des foyers et les ressources naturelles et accroître quantitativement et qualitativement la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux.

Etude de cas francophone. Bénin : la décentralisation, l'urgence et la pauvreté, obstacles au genre

Le plan de contingence communal de Grand-Popo au Bénin, au bord de l'Océan Atlantique, a été créé en 2010 par la Commune Grand-Popo dans le but de faire face aux inondations, à la sécheresse et à l'érosion côtière, qui augmentent à cause du réchauffement climatique. Ces inondations perturbent les activités scolaires et sanitaires car les infrastructures sont détruites et les risques d'épidémie accrus (malaria, paludisme, VIH). Elles diminuent les rendements agricoles et réduisent la sécurité alimentaire. Elles aggravent la pauvreté et précarisent l'habitat. Elles augmentent les violences domestiques. L'ensemble de ces impacts témoigne d'incidences de genre puisque les femmes forment la grande majorité des producteurs agricoles, qu'elles pourvoient aux soins et à la nutrition des familles et que ce sont les petites filles qui sont les plus touchées par la déscolarisation. Pourtant le plan a été conçu, voté et mis en œuvre uniquement par des hommes qui font mention des impacts de genre en pointillé mais ne prennent pas les dispositions en conséquence.

Au sein de la Commune Grand-Popo, qui dirige et commande les programmes, le conseil communal est entièrement masculin. Aucune femme n'y siège, de la même manière qu'elles n'ont pas accès à la propriété foncière, que ce sont des hommes qui gèrent les boutiques où se commercialisent les produits tels que la quincaillerie, les produits alimentaires et le ciment, alors que les femmes transforment et commercialisent à 80 % les produits agricoles (noix de palme et de coco essentiellement), qu'elles représentent 99 % des effectifs de mareyeurs et transformateurs professionnels de pêche à plein temps dans la commune, et qu'elles occupent de façon prédominante le secteur du micro-commerce informel de détail et de la vente ambulante. Elles sont les réelles actrices de l'adaptation aux impacts des inondations. Pourtant elles ne sont pas consultées. Les programmes d'adaptation au changement climatique sont donc biaisés.

Quelques pistes à suivre

L'heure est aujourd'hui à l'analyse des impacts. On peut considérer que la Commune de Grand-Popo inscrit le genre dans les textes de ses ordres du jour de lutte contre le changement climatique, mais que les résultats sont insignifiants. La priorité est donnée à la sortie de l'urgence. Aussi, serait-il

important d'intégrer en amont dans la définition de l'urgence, au même titre que le contexte de pauvreté et le manque de moyens financiers, les inégalités de genre comme facteur d'aggravation des impacts du changement climatique, afin de développer des politiques de sortie de crise adaptées. Cela demanderait de consulter davantage les femmes au sujet des solutions à apporter au quotidien face à l'érosion, à leur confier des postes de prise de décision. L'expertise climatique ne serait alors plus biaisée en termes de genre car les programmes d'adaptation ne seraient plus vus du haut vers le bas.

L'étude de cas s'appuie sur les données de Impact Consultants, décembre 2011, Schéma directeur d'aménagement du territoire communal de Grand-Popo 2012-2025, Rapport provisoire

République du Bénin, Commune de Grand-Popo, septembre 2010, *Plan de contingence communal 2010*

Média conseil, février 2010, *Plan d'assainissement communal, Commune de Grand-Popo, Planification communale, rapport définitif*

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec : Fostin Kokou Agbeti, chef du service Développement local et Planification, mairie de Grand-Popo, gbogbekpan@yahoo.fr.

Etude de cas francophone. Palmarin : allier adaptation et transformation des savoir-faire traditionnels

L'ensemble des îles du delta du fleuve Saloum au Sénégal est menacé par un phénomène d'érosion lié aux effets collatéraux du changement climatique, dont l'élévation accélérée du niveau de la mer. Beaucoup d'infrastructures et d'équipements socioéconomiques dans la Communauté rurale de Palmarin ont été détruits. Les populations assistent à la dégradation de la mangrove et à l'intrusion saline sur les terres cultivables, ce qui fragilise de plus en plus l'agriculture locale, dont les femmes sont les principales actrices, en tant que pourvoyeuses traditionnelles de la nourriture du foyer.

Palmarin a été choisie pour abriter un projet-pilote dans le cadre de l'ACCC, une série d'actions entreprises par la Direction des Etablissements Classés du ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature, visant la promotion d'efforts collectifs par la réalisation d'Activités conduisant au renforcement de la Capacité d'adaptation aux Changements et à la variabilité du Climat à long terme (ACCC). Après la mise en place d'un Comité local d'information et de suivi, les activités se sont focalisées sur la génération de revenus avec une forte volonté d'intégration du genre.

Il s'est agi de rationaliser et de pérenniser des pratiques et savoir-faire traditionnels de femmes liés à la biodiversité du milieu particulièrement riche et reconnue comme partie intégrante de la Réserve de la Biosphère du Delta du Saloum. Les promoteurs d'ACCC ont mené les deux premiers volets d'activités autour de l'apiculture, l'ostréiculture et l'acquisition d'une batteuse à mil : la formation théorique puis la formation pratique et la mise en œuvre. Une première évaluation a permis aux populations de Palmarin de constater que leurs conditions de vie avaient été améliorées (tâches des femmes allégées, niveau de vie en progrès), les produits ayant été perfectionnés (huîtres plus grosses et de meilleure qualité, mangrove mieux conservée, miel produit à plus grande échelle et mieux

vendu, récoltes du mil non détruites par les parasites par défaut d'entreposage), en même temps que leur environnement avait été préservé.

Des réajustements techniques sont prévus. Côté apiculture, les productrices ne savent pas faire face aux attaques par les fourmis des ruches, ce qui empêche la formation du miel. Côté ostréiculture, le matériel manque, ce qui représente un obstacle à la pérennisation de l'activité. Concernant la batteuse, la demande d'utilisation est tellement grande qu'un comité de gestion s'impose afin de rationaliser son utilisation.

Quelques pistes à suivre

Globalement, les villageois du Delta ont bien adoptés la stratégie d'adaptation au changement climatique et ses volets genre au point qu'ils réclament le troisième volet du projet, l'état des lieux, qui devrait permettre d'aborder un certain nombre de régulations à apporter pour assurer le maintien de l'écosystème de la région et l'égalité entre les genres. Il resterait à mesurer en quoi l'ensemble de ces activités a modifié les modèles de prises de décision au sein de la communauté comme au sein des ménages, comment les femmes ont participé à cette transformation, et quelle est la part de leur participation dans ces activités d'adaptation dans cette transformation. On pourrait alors mesurer les impacts de genre de l'ensemble du projet.

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec : Mme Ndèye Faly Ba Ka, responsable du bureau information, formation, sensibilisation et genre de la Direction des Eaux et Forêts du ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature du Sénégal, falyka@hotmail.com.

3.7. La migration induite par le climat

La migration devient une stratégie d'adaptation plus courante puisque le changement climatique rend certains moyens de subsistance moins durables, notamment dans les zones rurales où les récoltes s'amenuisent et dans les régions côtières où l'élévation du niveau de la mer menace la sécurité des populations et les rend vulnérables aux catastrophes naturelles. Les différences de genre sont inscrites dans l'identité sexuelle des migrants, leur destination, les raisons qui les poussent à immigrer et la durée de leur expatriation, ainsi que dans les impacts de leur migration sur les membres de leur famille, de leur foyer et de leur communauté. Les ressources présentées ci-après se penchent sur les dimensions de genre de la migration en se concentrant sur le changement climatique.

Jolly, S. en collaboration avec Reeves, H. (2005) « Gender and Migration: Overview Report » [Genre et migrations : panorama], Kit Actu' BRIDGE, Brighton : BRIDGE/IDS

http://www.bridge.ids.ac.uk/vfile/upload/4/document/1109/Migration_OR_French.pdf

http://www.bridge.ids.ac.uk/vfile/upload/4/document/1109/Migration_OR_English.pdf

http://www.bridge.ids.ac.uk/vfile/upload/4/document/1105/Migration_OR_Spanish1.pdf

Résumé réalisé à partir du panorama

En 2000, une personne sur 35 était un migrant international à travers le monde, et les femmes représentaient la moitié de ces migrants. Le nombre total de personnes effectuant des migrations

internes et la proportion de femmes parmi ces migrants sont encore plus élevés. Ce rapport fait valoir que les expériences de genre des personnes déterminent fondamentalement les formes migratoires, leurs causes et leurs impacts. Les rôles, relations et inégalités de genre affectent l'identité, le motif et la destination des migrants. Au travers de la migration, les hommes comme les femmes peuvent développer des aptitudes ou gagner des salaires plus élevés, dont ils peuvent envoyer une partie dans leur pays d'origine en transférant de l'argent. La migration peut engendrer une plus grande autonomie économique et/ou sociale pour les femmes et peut constituer une occasion de remettre en cause les rôles traditionnels ou réducteurs de genre.

Toutefois, la migration peut également aggraver les stéréotypes réducteurs de genre comme la dépendance des femmes et leur manque de pouvoir décisionnel. Les différences de genre affectent la façon dont les individus sont capables de contribuer et de bénéficier de la communauté dans laquelle ils sont expatriés et la façon subséquente dont ils sont capables de participer à atteindre des objectifs basiques de développement social et économique. La première partie de ce rapport se penche sur de telles dynamiques de genre et migratoires. La seconde partie présente une approche de droits humains de genre qui se baserait sur le potentiel positif de la migration et qui atténuerait les risques. Ce rapport fait partie du *Kit Actu'* BRIDGE sur genre et migration.

3.8. Les conflits

Le changement climatique est désormais considéré comme un enjeu de sécurité humaine en raison de différents facteurs : le risque de conflits entre pays au regard de la rareté grandissante des ressources et de terres adéquates pour la production de denrées alimentaires et de combustibles et l'accroissement de la difficulté à trouver des lieux de peuplement humain. Le peu de recherches effectuées sur les implications de genre des conflits liés au climat indique que le changement climatique peut accentuer des inégalités existantes et créer de nouvelles vulnérabilités ainsi qu'entraîner une augmentation de la violence fondée sur le genre. L'ouvrage décrit ci-après présente certains de ces éventuels impacts.

Winterstein, J., Feil, M., Roettger, C., Kramer, A., Carius, A., Taenzler, D. et Maas, A. (2008) *Environment, Conflict and Cooperation: Special Edition Newsletter on Gender, Environment, Conflict* [Environnement, conflits et coopération : édition spéciale de la newsletter sur le genre, l'environnement et les conflits], Allemagne : Adelphi Research

<http://www.ecc-platform.org/images/stories/newsletter/eccgender07.pdf>

Le changement climatique contribue aux conflits dus à l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles et à la concurrence en matière de ressources. Les conflits, les catastrophes naturelles, la dégradation de l'environnement et le changement climatique affectent différemment les hommes et les femmes. Ils ont tendance à renforcer les différences de genre et les rôles traditionnels de genre existants. Les femmes sont souvent plus durement touchées par les conflits et les catastrophes naturelles et sont également systématiquement mises de côté dans la prise de décision avant et après ces événements. Ce bulletin d'information commence par appeler à l'intégration systématique d'aspects de genre pour une prévention efficace des conflits. Il comprend les articles suivants :

« *Women Carry Water, Men Take the Decisions: Gender, Conflicts and Natural Resources* » [*Les femmes portent l'eau, les hommes prennent les décisions : genre, conflits et ressources naturelles*] : du fait de la migration masculine, des femmes plus nombreuses à la tête de foyers doivent endosser des tâches traditionnellement masculines, telle la production de denrées alimentaires. Les femmes se voient souvent refuser l'accès aux ressources naturelles et à la propriété foncière, ce qui les exclut de la prise de décision et ralentit les efforts de consolidation de la paix et de relance économique. L'auteur suggère que la paix durable ne peut être obtenue que si des processus de conciliation et de nouvelles structures de gouvernance apportent des modifications aux lois et aux comportements sociaux discriminatoires.

L'article « *Gender Aspects of Climate-Induced Conflicts* » [Spécificités de genre des conflits engendrés par le climat] plaide pour une mise en œuvre pleine et entière de la résolution de l'ONU qui assure la participation des femmes à tous les processus de prévention et d'adaptation au changement climatique. En effet, cette participation est nécessaire à la mise en place de politiques climatiques socialement justes et plus efficaces et à la prévention des conflits.

L'article « *Women Protesters Carrying Empty Pots: the Role of Gender in Environmental Conflict* » [*Les femmes protestent en transportant des récipients vides : le rôle du genre dans les conflits environnementaux*] étudie le différend centenaire dans le sud de l'Inde autour de l'eau de la rivière Cauvery. Cette région subit des pénuries d'eau récurrentes à cause de la réduction et de l'irrégularité des précipitations, de la demande agricole grandissante, de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'industrialisation. Cette situation a entraîné des conflits violents portant sur la répartition des ressources en eau de la rivière Cauvery. Bien que les femmes soient touchées de manière préjudiciable, le processus de gestion du conflit les a largement exclues. Le jugement du tribunal portant sur l'eau de la rivière Cauvery, en l'espèce, a poussé les femmes à manifester dans les rues en portant des récipients à eau vides sur leur tête. Le cas met en lumière la nécessité d'analyses des conflits sensibles au genre et de stratégies de gestion faisant plus largement participer les parties prenantes.